

Déclaration de l'intersyndicale des représentants du personnel à propos du questionnaire de la présidence de Paris Diderot envoyé aux composantes.

Les organisations syndicales de Paris Diderot mentionnées ci-dessous ont pris connaissance avec stupeur du questionnaire de la présidence adressé aux composantes et portant sur divers aspects de la politique salariale de l'Université.

Confronté à une situation budgétaire en berne, l'Université est amenée à se poser certaines questions fondamentales sur le niveau des primes attribuées aux enseignants-chercheurs ainsi que sur le coût moyen chargé de ceux-ci. Ainsi, de façon sournoise, ce texte relie de façon inédite et sans précédent le savoir avec le coût de celui qui le transmet. Par l'analyse comparée du coût des enseignants-chercheurs de différentes catégories (PR, MCF, PRAG, vacataires), ce document conduit inévitablement à dresser les différentes catégories de personnels les uns contre les autres. Cette analyse s'étend également aux personnels techniques et administratifs (BIATSS) qui n'échappent pas à cette vision managériale niant les spécificités de l'Université.

Nous refusons très fermement les ressorts intimes de ce document qui porte en germe une appréciation purement comptable de la gestion des personnels de l'Université ainsi que le contenu même de l'enseignement.

L'université est le lieu de la production et de la transmission des connaissances et à cet égard ne peut pas être mise en relation avec une quelconque valeur marchande du personnel technique et administratif, des PRAG, des enseignants-chercheurs et des chercheurs qui les diffusent.

Ce texte accompagnant ce questionnaire évoque l'impuissance de l'Université à demander plus de moyens auprès du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Rappelons pourtant que Vincent Berger déclarait récemment à propos des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche : « Le budget 2013 concerne une année, les Assises visent à préparer une loi d'orientation à long terme. Si nous manquons d'argent, la transformation ira bien sûr moins vite, mais les Assises ne vont pas dépendre des moyens, c'est l'inverse ».

Nous considérons de la même façon, que l'Université ne va pas dépendre des moyens, c'est l'inverse et nous demandons un engagement clair et ferme de la présidence.

Ainsi, à l'instar des quatorze présidents d'université qui ont publié une lettre ouverte à la ministre le 12 octobre 2012, nous demandons que la présidence de Paris Diderot s'engage très nettement et publiquement pour une reprise de la gestion de la masse salariale par l'état puisque les transferts de crédits n'ont pas été au niveau des dépenses.

Dans un élan « démocratique cynique », la présidence souhaite en définitive que les composantes s'emparent des moyens pour diminuer les emplois et ainsi faire des économies. Si la consultation des composantes peut apparaître comme une démarche constructive, elle

doit s'inscrire dans une logique de progrès et non pas de destruction. Autrement dit, ce texte propose aux acteurs même de l'Université de saborder leur outil de travail. La seule concession de la présidence est le choix des armes pour parvenir à cet objectif : le canon ou la hache ! Nous refusons d'être les fossoyeurs de notre Université et nous affirmons, tout comme les quatorze présidents d'université déjà cités, ne pas vouloir « réduire les postes, diminuer les crédits consacrés à la formation, la recherche ou la documentation quand l'avenir économique et social de notre pays et de l'Europe suppose que la Nation investisse pour amener 50% d'une classe d'âge au niveau bac+3 et pour produire de nouvelles connaissances ».

En définitive, ce texte met cruellement en évidence le désarroi complet de la présidence sur la situation budgétaire. Il y a quelques mois, à l'occasion de la signature de la convention Idex, les défenseurs de ce projet clamaient haut et fort que c'était la seule façon de sauver l'Université du déficit annoncé. Ce questionnaire démontre très clairement que l'argumentation d'hier était une supercherie et que l'Idex reste un mirage.

Les organisations syndicales de Paris Diderot sont conscientes des graves difficultés financières de l'établissement. Toutefois, à l'heure où l'Université célèbre avec faste le tricentenaire de la naissance de Denis Diderot, elles refusent la logique de ce questionnaire, bien loin d'être inspirée de la philosophie des Lumières.

En conséquence, nous demandons aux composantes de refuser de répondre à ce questionnaire. Nous demandons également un engagement fort de Paris Diderot pour une reprise de la gestion de la masse salariale par l'Etat.

Les représentations syndicales réunies en intersyndicales le 20 avril 2013.

FO UNSA Education FERCSUP-CGT FSU SGEN-CFDT